

MODELE DE LETTRE DE PLAIDOYER A L’USAGE DES ORGANISATIONS CARITAS

A l’intention de S. E., le Ministre…

…

*Lieu, date…2015*

**Objet: recommandations de Caritas pour la 21e Conférence des Parties de la CCNUCC**

Monsieur le Ministre / Votre Excellence,

Compte tenu des processus politiques actuels, aussi bien dans notre propre pays qu’au niveau mondial, sur l’adoption d’un nouvel accord sur le changement climatique en décembre à Paris, nous souhaiterions par la présente attirer votre attention sur certains points.

Ces recommandations ne reflètent pas uniquement les principales préoccupations du plaidoyer de Caritas, mais également le message du Saint Père, le Pape François, dans sa lettre encyclique « Laudato Si’ ». En tant que membre de l’Eglise catholique universelle, et dans la poursuite de notre mission visant à réaliser la justice de manière solidaire avec les plus pauvres, nous sommes pleinement engagés à travailler avec et pour les personnes affectées par les conséquences du changement climatique. Nous connaissons et défendons le *visage humain de l’écologie*, et aux côtés du Pape François, nous en appelons à une **responsabilité morale dans la prise de décision internationale**.

Nous souhaiterions donc recommander au gouvernement et à la délégation qui le représentera au COP21 de considérer attentivement ce qui suit :

* *Laudato Si’, 53 : Il devient indispensable de créer un système normatif qui implique des limites infranchissables et assure la protection des écosystèmes, avant que les nouvelles formes de pouvoir dérivées du paradigme techno-économique ne finissent par raser non seulement la politique mais aussi la liberté et la justice.*

Nous demandons un accord légalement contraignant sur le changement climatique qui soit pour le bien des générations actuelles et futures, qui ait des effets concrets et positifs pour la population mondiale, et notamment les personnes les plus pauvres et vulnérables, qui ne sont pas responsables du changement climatique. L’accord devrait contenir des clauses prévoyant des révisions tous les cinq ans, pour que les objectifs soient revus à la hausse. Sous la CCNUCC, nous demandons également des engagements ambitieux sur l’atténuation pour la période pré-2020.

* *Laudato Si’, 139 : Quand on parle d’“environnement”, on désigne en particulier une relation, celle qui existe entre la nature et la société qui l’habite. Cela nous empêche de concevoir la nature comme séparée de nous (…) Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature.*

Dans une perspective d’écologie intégrale (dans laquelle l’écologie va de pair avec la recherche du bien commun et l’option préférentielle pour les plus pauvres), la lutte contre le changement climatique fait partie des actions clés pour éradiquer la pauvreté, la faim et la malnutrition. Cela implique que le nouvel accord sur le climat s’appuie sur une **approche axée sur les droits de l’homme.** Reconnus à l’échelle internationale, les droits de l’homme reflètent la dignité innée de la personne et devraient être respectés, protégés, promus et réalisés dans toutes les futures actions sur le climat. Pour garantir que chacun ait **accès à une nourriture suffisante à tout moment**, le nouvel accord devrait reconnaître l’importance et la garantie de la **sécurité alimentaire** pour tous (mentionner uniquement la «production alimentaire» ne serait pas suffisant ici).

* *Laudato Si’, 52 : Il faut que les pays développés contribuent à solder cette dette [écologique], en (…) apportant des ressources aux pays qui ont le plus de besoins, pour soutenir des politiques et des programmes de développement durable. Les régions et les pays les plus pauvres ont moins de possibilités pour adopter de nouveaux modèles en vue de réduire l’impact des activités de l’homme sur l’environnement, parce qu’ils n’ont pas la formation pour développer les processus nécessaires, et ils ne peuvent pas en assumer les coûts. (…) dans le changement climatique, il y a des responsabilités diversifiées.*

Pour qu’un tel engagement soit sérieux et favorise la confiance, nous restons convaincus que **des financements appropriés** sont nécessaires. En d’autres termes, **les pays industrialisés doivent respecter leur engagement à contribuer convenablement aux 100 milliards de dollars par an** exigés par le Fonds vert pour le climat (GCF). Ces financements devraient venir pour la majeure partie de fonds publics; 50% des financements publics devraient être destinés à l’adaptation des communautés déjà affectées, et tout particulièrement aux petits agriculteurs. Chacun des fonds versés pour des projets climatiques sur le terrain devrait contribuer à **un développement véritablement durable du point de vue environnemental et socialement juste**, en répandant par exemple l’agro-écologie à large échelle ou en partageant des technologies propres. Les pays en développement doivent être soutenus pour être en mesure d’intégrer leurs objectifs sur le climat dans leurs programmes économiques et de développement.

* *Laudato Si’, 165 : Nous savons que la technologie reposant sur les combustibles fossiles très polluants – surtout le charbon, mais aussi le pétrole et, dans une moindre mesure, le gaz – a besoin d’être remplacée, progressivement et sans retard. 169 : La réduction des gaz à effet de serre exige honnêteté, courage et responsabilité, surtout de la part des pays les plus puissants et les plus polluants.*

Il est temps de construire de nouveaux modèles de développement et de nouveaux modes de vie qui contrent le réchauffement climatique et sortent les personnes de la pauvreté. A cette fin, il est crucial de révoquer l’âge des énergies fossiles, **en éliminant les émissions des combustibles fossiles** et en commençant dès maintenant à réformer les **subventions aux combustibles fossiles**, et en les remplaçant par des énergies 100% renouvelables, durables et accessibles à tous.

L’encyclique nous invite tous à participer à la « conversion écologique » et appelle l’humanité entière à être responsable de ses actes au niveau individuel, communautaire et politique. **Ce que nous demandons avant toute chose à notre gouvernement, c’est de prendre part aux négociations sur le changement climatique en ouvrant son cœur et son esprit à un dialogue honnête avec ses homologues [facultatif : notamment les pays les plus pauvres].**

Nous vous remercions sincèrement de votre attention et vous accompagnons de nos prières pour un travail fructueux. Nous vous adressons tous nos vœux de réussite dans vos démarches.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l’assurance de ma haute considération.

 (Signature)